L'opposition au décret anti-musulman (#MuslimBan) de Trump

Sur ses conséquences concrètes, son illégalité, son inefficacité et son avènement, mais aussi sur la résistance progressive à son encontre.

Une semaine après son investiture, le président Trump a annoncé vendredi passé un décret présidentiel (ou executive order 1) pour
« protéger la nation contre l'entrée sur le territoire de terroristes étrangers »2. Le décret a aussitôt eu des conséquences concrètes, et de tous côtés, sa légalité est, à juste titre, mise en doute.

Champ d'application arbitraire

Ce qui a été annoncé comme un « screening contre les terroristes » revient en réalité à une interdiction d'entrée de 3 mois à l'encontre des ressortissants de 7 'pays musulmans' soigneusement choisis et considérés comme dangereux (Irak, Iran, Yémen, Lybie, Syrie, Soudan et Somalie). Pour les ressortissant syriens, cela vaut même pour une durée indéterminée. Dans le même temps, cela implique également que la Convention de l'ONU sur les réfugiés est temporairement suspendue pour les réfugiés originaires de ces pays et que même les détenteurs d'une green card peuvent se voir refuser l'accès au territoire étasunien.

Il est apparu très vite que les 'pays musulmans' comme l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Égypte demeuraient épargnés, vu les intérêts commerciaux et géopolitiques des États-Unis avec ces pays. Aucun ressortissant des pays sur la liste n'a jamais été impliqué dans un des attentats terroristes commis sur le sol étasunien.3 Au contraire, cela concerne en majorité des ressortissants d'autres pays, qui sont même nés et ont grandi aux États-Unis.

Premières conséquences et objections juridiques

Ces mesures étant entrées en vigueur immédiatement vendredi soir, elles ont provoqué dès le lendemain chaos et protestations dans différents aéroports internationaux étasuniens. Plusieurs médias ont également rapporté que des compagnies aériennes étrangères, telles que KLM, EgyptAir et Qatar Airway ont refusé samedi des passagers originaires des pays concernés voyageant vers les États-Unis. Des dizaines d'habitants des pays concernés ont été, depuis l'entrée en vigueur du décret,

---

[1] Sur le concept de "executive orders", voy. https://theintercept.com/2017/01/26/executive-orders-are-normal-trumps-are-only-appalling-because-of-what-they-say/. Les États-Unis ont une longue histoire d'*executive orders*. Ce pouvoir du président découle du pouvoir exécutif sur la base de l'art. 2 de la Constitution, même si la Constitution ne donne pas de définition claire du concept et que la loi n'accorde donc pas explicitement ce pouvoir au président. Ces *executive orders* sont cependant 'tolérés' parce qu'ils semblent faire partie intégrante de l'action politique ; parce qu'ils sont attaquables auprès du pouvoir judiciaire (pour autant que les décisions judiciaires soient, par la suite, respectées par le pouvoir exécutif) ; parce qu'ils ne peuvent être élaborés que dans la mesure où la loi les autorise (plus la loi est floue, plus le pouvoir discrétionnaire est grand) ; et parce que le pouvoir législatif a la possibilité d'agir en dernier ressort (c'est là le rôle du Congrès, mais dans la mesure où les deux chambres sont actuellement sous contrôle républicain et donc pro-Trump, il semble bien qu'il aura la possibilité de prendre de nombreux *executive orders*…)

[2] Pour le texte complet, voy. https://www.google.com/url?hl=nl&q=http://www.haaretz.com/usnews/1.767964&source=gmail&ust=1486145179767000&usg=AFQjCNFBxEpS_nOuymdF4mBInmpba8QhQ.

[3] https://www.cato.org/blog/five-reasons-congress-should-repeal-trumps-immigrant-refugee-ban.

arrêtés dans des aéroports étasuniens, alors même que la plupart d'entre eux disposaient de visas valables ou de green cards. Les victimes de ces mesures témoignent de s'être senties criminalisées. Ainsi, une étudiante soudanais titulaire d'une green card, retenue temporairement à l'aéroport, décrivait la mesure comme le reflet d'une tendance plus générale à la criminalisation des musulmans, des Noirs et des migrants4.

De telles mesures discriminatoires envers des citoyens venant de certains pays constituent une situation inédite. Des juristes américains indiquent que l' Immigration Act de 1965 ne permet pas au président de refuser un visa à des immigrés ayant un permis de séjour permanent aux Etats-Unis, uniquement sur base de leur nationalité[5]. Mais des objections juridiques évidentes existent également par rapport aux visas temporaires et certainement pour les réfugiés[6].

Les avocats de deux réfugiés irakiens, retenus à l'aéroport de JFK et en possession de visas en règle ont entamé une procédure contre l'interdiction d'entrée au pays et réclamé la libération de leurs clients[7]. Un des deux a été libéré grâce à l'intervention de deux politiciens démocrates. Mais les avocats ne lâchent pas et veulent contester le décret parce qu' en contradiction avec le 5e Amendement de la Constitution américaine et parce que l'arrestation est illégale[8].

En effet, nous pouvons constater que le décret viole non seulement l'interdiction de discrimination puisqu'il vise des ressortissants de certains pays 'musulmans', mais également le droit à un procès équitable en général et plus spécifiquement le droit d'avoir accès à un juge. Le décret présidentiel constitue en effet une décision arbitraire de la part du pouvoir exécutif, alors que le retrait de documents de séjour doit être motivé au cas par cas et qu'il faut la garantie d'un contrôle judiciaire et donc prévoir des voies de recours.

Un juge fédéral américain à Brooklyn a donné son consentement à la demande de l'organisation des droits de l'homme ' American Civil Liberties Union (ACLU)' , et a suspendu la disposition pour sept jours[9]. Le juge a de plus obligé le gouvernement à rendre public la liste des personnes retenues dans des aéroports américains sur base de cette disposition. Une nouvelle procédure d'audition aura lieu dans le courant du mois de février. En Virginie, une décision de la même tendance a suivi : une

---

[4] http://www.dewereldmorgen.be/artikel/2017/01/31/soedanese-studente-getuigt-over-aanhouding-na-muslimban.

5 La disposition concernée est très claire et stipule que "en matière d' octroi de visa d' immigration, nul ne sera sujet à discrimination sur base de race, sexe, nationalité, lieu de naissance ou lieu de résidence" ("no person… shall be discriminated against in the issuance of an immigrant visa because of the person's race, sex, nationality, place of birth, or place of residence.") Voir:
https://www.uscis.gov/ilink/docView/SLB/HTML/SLB/0-0-0-1/0-0-0-29/0-0-0-1016.html
6 https://www.cato.org/blog/trumps-presidential-ban-immigration-certain-countries-illegal
7 http://www.humanite.fr/etats-unis-les-defenseurs-des-immigres-gagnent-une-premiere-manche-contre-trump-631275
8 Le cinquième amendement stipule:
"Nul ne sera tenu de répondre d'un crime capital ou infamant sans un acte de mise en accusation, d' un Grand Jury, sauf en cas de crimes commis pendant que l'accusé servait dans les forces terrestres ou navales, ou dans la milice, en temps de guerre ou d' état d' urgence; nul ne pourra pour le même délit être deux fois accusé; nul ne pourra, dans une affaire criminelle, être obligé de témoigner contre lui-même, ni être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans procès équitable; nulle propriété privée ne pourra être réquisitionnée dans l'intérêt public sans juste indemnité"
9 http://www.cbsnews.com/news/former-intel-official-michael-morell-trump-immigration-ban-makes-americans-less-safe/

ordonnance temporaire de 7 jours du tribunal interdit l'expulsion de personnes en possession d'une carte verte (green card)[10].

On a pu provisoirement empêcher par le biais d'audiences en urgence que les passagers interceptés dans les aéroports étatsuniens ne puissent être renvoyés. Entretemps ces personnes étaient toujours retenues dans les aéroports. Heureusement plusieurs avocats américains se sont rendus sur place afin de leur prêter assistance, parfois de façon créative[11]. Des avocats de l'organisation 'International Refugee Assistance Project ' ont fait appel à tous les avocats pour fournir de l'aide volontaire. La National Lawyers Guild (NLG) a annoncé son intention d'introduire une class action contre le décret[12].

Plusieurs organisations de défense des réfugiés et des migrants comme ACLU ont appelé à amplifier les protestations[13]. Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées en dehors des aéroports et devant la Maison Blanche[14].

La disposition aura sans aucun doute un impact sur les Belges qui ont la double nationalité ou même sur ceux qui ont voyagé précédemment vers les pays concernés. Les conseils de voyage du ministère des Affaires Etrangères a déjà été adaptés dans ce sens[15].

Effet contraire

L'efficacité de la disposition est remise en question par certains. Des voix critiques font remarquer à juste titre que cette politique ne fera pas progresser la sécurité nationale mais va, au contraire, miner la lutte contre le terrorisme[16]. Le MuslimBan pourrait même tourner à l'avantage d'organisations comme Daesch puisqu'elles recrutent des sympathisants en proclamant que les Etats -Unis sont 'contre l'islam'. Même Michael Morell, le directeur de la CIA, est de cet avis et affirme que l'interdiction d'entrée aux EU augmentera la menace parce que la disposition passe à côté de l'objectif en ne ciblant pas le 'home grown terrorism'[17].

Agenda caché

Mais il n'y a pas que la remise en question de la légitimité et de l'efficacité de l'interdiction d'entrée. Des voix critiques font remarquer le cadre particulier dans lequel le décret a vu le jour et a été proclamé[18]. Il a été proclamé un vendredi soir avec comme conséquence un chaos immédiat dans les aéroports du monde entier et l'opposition et la résistance furent activés tout de suite.

---

[10] http://www.humanite.fr/etats-unis-les-defenseurs-des-immigres-gagnent-une-premiere-manche-contre-trump-631275

[11] https://www.washingtonpost.com/politics/hundreds-of-lawyers-descend-on-airports-to-offer-free-help/2017/01/29/55ef11b2-e64b-11e6-bf6f-301b6b443624_story.html?utm_term=.072a6522aa09

[12] http://nipnlg.org/2017_30Jan-POTUS-lawsuit-muslim.html

[13] Depuis samedi le 29 janvier ACLU a reçu 24 millions de dollars en donations (normalement 4 millions par an!) Voy. Également http://www.nnirr.org/drupal/

[14] Voir notamment la page Facebook de Michael Moore www.facebook.com/MMFlint

[15] http://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination/etats_unis

[16] https://www.cato.org/blog/five-reasons-congress-should-repeal-trumps-immigrant-refugee-ban

[17] Il soutient que 85% des terroristes accusés de crime relatés à IS sont des ressortissants des Etats-Unis. Voir : http://www.cbsnews.com/news/former-intel-official-michael-morell-trump-immigration-ban-makes-americans-less-safe/

[18] http://edition.cnn.com/2017/01/28/politics/donald-trump-travel-ban/index.html

Ces réactions ont pu facilement être labellisées par Trump et ses soutiens comme de 'hystérie', créant ainsi un climat pour que le citoyen américain moyen se lasse des protestations[19]. L'impact de la mesure est par ailleurs fort minimalisé par Trump et ses adhérents comme ne concernant qu' un nombre restreint de personnes. Et 'cela n'est-il pas peu d'effort en échange d'avoir sécurisé le pays ?'

C'est dans cette optique que Reince Priebus, le chef d'état-major de la Maison Blanche, a fait savoir par la suite que la disposition n'était plus valable pour les détenteurs d'une green card mais que des screenings sécuritaires secondaires étaient prévus pour eux (certainement en cas d'aller-retour réguliers)[20]. A noter que Priebus ne réfère même pas aux interventions judiciaires, comme si le pouvoir judiciaire ne comptait pas[21].

Mais, au sein même du pouvoir exécutif, Trump a ignoré plusieurs instances. Car le décret a vu le jour en dépit des objections des avocats du Department of Homeland Security (DHS) et sans intervention ni consultation des autorités autorisées pour le contrôle des frontières (Customs and Border Control) ou le Ministère des Affaires Etrangères (State Department)[22]. Ce n'est un hasard que le State Department, ait été démantelé la semaine dernière[23].

Mais le DHS est très vite revenu sur sa position et ignore à présent littéralement les décisions judiciaires qui avaient jugé le décret inconstitutionnel, en indiquant qu'il continuera à exécuter le décret « in a manner that ensures the safety and security of the American people »[24]. En effet, Trump protège le peuple américain et celui qui résiste est un terroriste[25]. Il est caractéristique que la ministre de Justice par intérim ait été licenciée pour s'être exprimée ouvertement contre l'interdiction d'entrée, respectant ainsi les décisions judiciaires[26].

Des voix critiques indiquent que ce décret n'est qu'une manœuvre de l'administration Trump permettant de tester les limites de cette façon de fonctionner vis-à-vis des autres départements du gouvernement, pour pouvoir créer ainsi un 'gouvernement de l'ombre'[27].

Mouvement d'opposition progressiste

Rien n'indique que les Américains se lasseront de protester. La résistance contre d'autres 'executive orders' et autres nominations en sont la preuve[28]. De nouvelles initiatives progressistes sont

---

[19] L'utilisation du terme "hystérie" fût d'ailleurs également la première réaction de notre Secrétaire d' Etat à l'asile et la migration Theo Francken, voir : http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/politiek/1.2877957

[20] http://edition.cnn.com/2017/01/29/politics/trump-travel-ban-green-card-holders-priebus/

[21] A cet égard il est significatif que la subdivision "pouvoir judicaire" avait disparu temporairement du site web de la Maison Blanche. Voir : http://gizmodo.com/why-is-the-judicial-branch-missing-from-whitehouse-gov-1791763815

[22] http://edition.cnn.com/2017/01/28/politics/donald-trump-travel-ban/index.html

[23] https://www.theguardian.com/us-news/2017/jan/29/state-department-purge-trump-foreign-policy

[24] http://www.independent.co.uk/news/world/americas/donald-trump-travel-bans-department-of-homeland-security-vows-enforce-court-order-a7551601.html

[25] Voir le site web de Steve Bannon: http://www.breitbart.com/big-government/2017/01/28/terror-tied-group-cair-causing-chaos-promoting-protests-lawsuits-as-trump-protects-nation/

[26] http://www.standaard.be/cnt/dmf20170131_02704550

[27] Font semble-t-il partie du "inner circle", outre Reince Priebus : Steve Bannon (WH Chief Strategist), Rudy Giuliani (WH Cyber Security Advisor), Michael Flynn (National Security Advisor) et finalement Stephan Miller et Jared Kushner, le beau-fils de Trump (Senior Advisors to the president). Voir : https://medium.com/@yonatanzunger/trial-balloon-for-a-coup-e024990891d5#.kmnirdfle . Très vite courût la rumeur que le DHS a été rappelé à l'ordre par Bannon avec pour conséquence un #StopPresidentBannon-tweet

nombreuses et le soutien vient du monde entier. Voyez la réponse massive des Britanniques à l'occasion de la visite annoncée de Trump[29]. A Anvers, quelques commerces en restauration ont décidé de boycotter des produits américains[30]. Une large manifestation est également prévue à Bruxelles dans le cadre de la visite de Trump dans le cadre du sommet de l'OTAN[31].

Mais il est important de regrouper ces initiatives afin de développer un agenda progressiste envers Trump, comme le suggère d'ailleurs Bernie Sanders, et se protéger de réactions émotionnelles qui sont contreproductives. Il faut regrouper les forces progressistes en contrepoids de l'agenda Trump. Un agenda qui, de par sa nature idéologique de nationalisme radical et populisme, cherche la connexion avec les partis européens d'extrême droite comme Le Pen, Wilders et Orban[32].

PLN suivra l'évolution alarmante aux Etats-Unis, en collaboration dans la mesure du possible avec l'association américaine d'avocats, la National Lawyers Guild (NLG) pour la défense de clients qui seraient touchés par cette disposition.

[28] Voir notamment: dailyaction.com, indivisibleguide.com, swingleft, sistersdistrict en de Democratic Party's website

[29] http://www.bbc.com/news/uk-38795998

[30] http://www.gva.be/cnt/dmf20170201_02707136/boycot-producten-uit-vs-geschrokken-van-reacties-maar-we-gaan-door

[31] Voir notamment l'évènement Facebook de cette manifestation https://www.facebook.com/events/144150509422343/

[32] https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2017/01/30/trump-is-ruling-america-with-the-agenda-of-europes-far-right/?tid=sm_tw&utm_term=.fa9b63149cff

Met opmaak: Lettertype: +Hoofdtekst (Calibri), Frans (standaard)

Gewijzigde veldcode

Met opmaak: Hyperlink, Lettertype: +Hoofdtekst (Calibri), Frans (standaard)

Met opmaak: Lettertype: +Hoofdtekst (Calibri), Frans (standaard)